Affaire Benalla : une ONG de la galaxie Soros vole au secours de Macron et accuse … les “hackers russes” (MàJ: L’ONG rétropédale : «aucune preuve d’ingérence russe»)

09/08/2018 à 5h25



09/08/18

Rien ne permet d’affirmer qu’une ingérence russe a amplifié l’affaire Benalla sur Twitter, selon une étude de l’organisation de lutte contre la désinformation publiée mercredi 8 août. Dans cette étude menée du 19 juillet au 3 août, l’ONG DisinfoLab souligne que “plus de 4,5 millions de tweets en français ont été échangés sur ce sujet par plus de 247 701 auteurs différents”.

France Info

> *INFO – “Absence de preuve d’une tentative d’ingérence organisée”. Rétropédalage pour l’ONG DisinfoLab qui voyait des robots russes (entre autres) derrière les nombreux tweets postés sur le réseau social à propos de l’affaire #Benalla. (Franceinfo) https://t.co/SWDKm1sxYc*
>
> *– Brèves de presse (@Brevesdepresse) 8 août 2018*

04/08/18

1 % des comptes, dont une partie émanant de la sphère russophile, ont publié 44 % des contenus relatifs à cette affaire qui a bousculé l'exécutif.
La tornade numérique était-elle – en partie – téléguidée ? Près de la moitié des tweets sur l'affaire Benalla ont émané des mêmes comptes, dont certains automatisés, selon une étude de l'ONG EU Disinfo Lab.

Avec quatre millions de tweets publiés par quelque 250.000 personnes, « l'affaire Benalla » a trouvé une résonance « énorme » sur les réseaux sociaux. Mais « 1 % des comptes ont publié 44 % du contenu », explique Alexandre Alaphilippe, chercheur au sein de cette ONG luttant contre la désinformation, en précisant que ces premiers éléments d'analyse seront complétés une fois l'étude terminée.

Parmi ces quelque 2.600 comptes, « il y a des comptes qui sont à la fois pro-Mélenchon, pro-Rassemblement national », mais aussi « russophiles », certains appartenant à des personnes réelles et d'autres à des comptes « à pseudonymes ou automatisés » tweetant « 24 heures sur 24 », détaille l'expert. (…)

www.lesechos.fr

"They're fighting tomorrow's disinformation with yesterday's tools," said Alexandre Alaphilippe, executive director at EU DisinfoLab, a Brussels-based not-for-profit organization that researches disinformation on social media and gets financing from the Open Society Foundations and Twitter. "The core issues are the mechanisms of disinformation-spreading and

influence-meddling. As long as this can’t be tackled, the legal fight is tenuous.”

(…) Bloomberg
(Merci à **Ah, oui, t’es sûr)**